

Appel à la grève contre les violences sexistes et sexuelles N'attendons pas le 8 mars pour une grève féministe !

**Manifestation Lundi 07 septembre 2026
10h30 devant le Palais de justice à Angers**

L'actualité des derniers mois a encore souligné l'ampleur du déni de l'État français face aux violences sexuelles. Depuis le mouvement #Metoo, en 2017, des affaires concernant des violences sexuelles ne cessent d'être révélées (Mazan, Le Scouarnec, Bétharram, périscolaire, Lyhanna, etc.). La médiatisation importante de celles-ci indiquent une évolution dans la prise en compte de la parole des victimes.

Du fait divers au système d'oppression

Pourtant l'aspect systémique de ces violences est encore mis sous le tapis par les pouvoirs publics. Les violences sexistes et sexuelles, les violences faites aux enfants s'inscrivent dans une société patriarcale. Celle-ci autorise, légitime les violences de certain·e·s sur d'autres, des hommes sur les femmes et les minorités de genre, des adultes sur les enfants. Les violences sexistes et sexuelles, comme de nombreuses autres (racistes, validistes, de classes, etc), perdureront tant qu'elles seront pensées individuellement, et non reconnues comme inscrites dans un système. Le nombre de féminicides ne diminue pas, les violences faites aux personnes LGBTQIA+ sont en augmentation, les révélations de violences sexuelles notamment sur les enfants explosent...

Le compte n'est pas bon !

Les moyens pour endiguer ces violences ne sont clairement pas à la hauteur. La répression est préférée à la prévention, les services sociaux sont affaiblis, l'hôpital public est exsangue, tout comme la Justice et la protection de l'enfance et la suppression des subventions aux associations perdure et s'accélère. Comment accueillir, accompagner les victimes de violences, comment éduquer, soigner, empêcher, sans moyens ? Comment empêcher ces logiques comptables (rationalisation, coupes budgétaires) de générer cette violence institutionnelle qui frappe les victimes ?

Tant que les intérêts capitalistes primeront sur les intérêts humains, une réelle politique de lutte contre les violences est illusoire. La même logique de prédation les anime. Contre le Patriarcat et le capitalisme : même combat.

Changer de perspective

Le gouvernement agit des mesures répressives pour tenter de dissimuler le carnage social entamé depuis des années. Nous revendiquons:

- une justice sociale, avec des moyens et des personnes formées ;
- la restauration des services publics et associations de proximité pourvus de moyens financiers et humains ;
- un investissement massif et réfléchi dans les actions de prévention, notamment en matière d'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle.

Et nous refusons que la lutte contre les violences faites aux enfants soit utilisée pour faire le jeu des politiques autoritaires et permette de faire passer des lois liberticides comme la loi "Chatcontrol". Le contrôle de nos messages numériques n'est pas une solution efficace contre la pédocriminalité mais seulement un outil de surveillance et de fichage de masse de nos données personnelles (photos de vacances, consultations médicales...).

L'extrême droite est raciste, paternaliste: jamais féministe!

L'instrumentalisation des affaires de violences sexuelles par l'extrême droite s'appuie sur des ressorts racistes et sécuritaires, sans oublier ses fondements idéologiques profondément sexistes. L'extrême droite s'oppose depuis toujours aux projets de loi contre les violences sexistes et sexuelles**

L'histoire nous a démontré plus d'une fois que ce sont les mobilisations collectives qui ont permis de réelles évolutions sociétales, et des victoires.

Toustes ensemble, menons une grève féministe et enfantiste, contre les violences sexistes et sexuelles, pour une société plus juste et égalitaire.

**Manifestation Lundi 07 septembre 2026
10h30 devant le Palais de justice à Angers**

Signataires : Angegouines - Collectif enfantiste 49 – Corps à cœur 49 – Nous toustes 49 - Planning familial 49 - UNEF - Union syndicale Solidaires 49

*** 2018 : le RN s'abstient sur le vote de la loi « renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes »*

+ juin 2023 : le RN vote contre la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, qui alloue des fonds européens pour combattre ces violences. Et bien d'autres exemples.